A tou.tes les salarié.e.s de l'animation, des crèches, des garderies, du social, de l'éducation populaire

Dans chaque structure à caractère social, tou.tes les salarié.es de ce secteur pourront se reconnaître. C'est l'histoire d'un bureau, d'un directeur et d'une équipe. C'est l'histoire de salarié.es, d'habitant.es en interactions sur un territoire. Vous connaissez le point commun entre les salarié.es et les habitant.es? Eh bien, **c'est la misère sociale qui est en plus devenu banale, voir invisible**. Nous les salarié.es en situation précaire, nous accompagnons des familles qui sont dans la précarité. N'y a-t-il pas un problème? **Le diagnostic est tombé : c'est de l'exploitation !**

Aujourd'hui, il est temps de dire STOP à ce que nous subissons en silence depuis de nombreuses années. Nos métiers de l'éducation populaire se doivent d'être reconnus aujourd'hui! Tous les jours, nous, les salarié.es, sommes sur le terrain et la pénibilité de notre travail ne nous facilite pas la tâche, mais nous sommes là chaque jour.

Voici nos souffrances, nos maux communs:

- Pour faire faire des économies à nos dirigeant.es, nous cumulons des postes et fonctions et accumulons des heures supplémentaires non reconnues et non payées.
- Les salaires sont extrêmement bas pour les responsabilités que nous avons au quotidien.
- Beaucoup d'entre nous ne bénéficient ni de formations, ni d'évolution professionnelle. Et malheureusement, lorsque que nous osons dénoncer les dysfonctionnements, les incohérences de gestion, nous, les animateur.rices jeunesse, familles, enfance, petite enfance, agent.es d'accueil et de service, secrétaires, médiateur.rices, enfin tous.tes les travailleur.euses de terrain...sommes considéré.es comme des ennemi.es de nos fédérations.

Nous subissons une maltraitance quotidienne qui nous oppresse avec des pluies de sanctions abusives, sans dialogue social, sans application des valeurs de l'éducation populaire. Nous travaillons avec un stress et une angoisse quotidienne qui nous épuisent psychologiquement, physiquement, nous empêchent de faire correctement notre travail, nous poussent à la démission et donc à la perte de notre emploi.

Voici nos Revendications :

- L'arrêt et la suppression de toutes sanctions abusives aux salarié.es, et aux représentant.es du personnel.
- Un véritable dialogue social avec les organisations représentatives avant toute décision de sanction envers un.e salarié.e.
- Le paiement immédiat des heures de travail supplémentaire non récupérées.
- Une seule convention collective pour tous nos métiers : La convention collective des centres sociaux.
- Une augmentation et une harmonisation des salaires à la hauteur de nos

compétences et de nos missions effectives correspondant à la grille légale des salaires.

- Stop aux contrats précaires et au cumul de postes, embauches en CDI, augmentation des effectifs, et salaires dignes pour les animateurs-trices dits « CEE » .
- Formation professionnalisante/qualifiante et évolution des salarié.es
- Congés supplémentaires pour le travail de pénibilité et le droit de choisir les jours de congés.
- Nous voulons des instances (institutions/salarié.es de terrain/habitant.es) afin que les décisions soient au plus près de la réalité.

Nous demandons une réflexion de fond avec les institutions qui, par mise en concurrence, baisse ou stagnation des financements, favorisent la précarisation des personnels de l'animation et les dysfonctionnements des assos. Cela afin de **rendre aux habitants leur place dans les centres sociaux**, leur donner une véritable place dans tous les projets et actions concernant leur territoire... Nous attendons un recadrage des fédérations, nous exigeons de leurs dirigeants qu'ils rendent des comptes publics aux habitant.es.

C'est pourquoi nous appelons à la grève tou.tes les salarié.es du social

LE MERCREDI 23 JUIN 2021 à 13h00
devant la Mairie Centrale

Pour exiger une rencontre avec le Maire de Marseille.

Les habitants, familles seront eux aussi mobilisés et présents avec nous. **C'est le combat solidaire entre salarié.es et habitant.es pour une même cause.**

Rejoignez-nous et signez l'appel!

Le collectif des salarié.es de l'éducation populaire

Premiers signataires :
Collectif des salarié.es en lutte du CCO, Collectif des salarié.es de la FAIL13, le centre social du Grand Saint Antoine, syndicats CGT USPAOC 13 et Asso solidaires 13...

ACTION DES SALARIÉ-E-S
DU SECTEUR ASSOCIATIF